



République du Sénégal

REPUBLIQUE DU SENEGAL

PRIMATURE

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

AU TITRE DE LA GESTION 2009

**(RAPPORT DE REVUE POUR LA SOCIETE DES
INFRASTRUCTURES DE REPARATION NAVALE)**

SIRN

**MARS 2011
(Version Finale)**

GLOBAL MANAGEMENT SERVICES

GMS Audit & Expertise

Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc

Immeuble Moustapha N°207, 2^{ème} étage à gauche

Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02

Fax : 33 867 68 01

Mail : gmac@orange.sn

SOMMAIRE

1. NOTE DE SYNTHESE	5
1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	6
1.3. CONSTAT D'AUDIT	7
1.3.1 ECHANTILLON	7
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES	8
1.3.3. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE	11
1.3.4. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION PHYSIQUE	11
1.4. RECOMMANDATIONS	11
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	11
1.4.1.1. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES	11
1.5. CONCLUSION	12
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT	13
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....	13
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	13
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION	14
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT	15
2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE	17
2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT	18
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	18
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES	19
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	19
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT	19
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	19
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial	21
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit	22
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	23
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	24
3.1. RAPPEL.....	24
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR	24

3.1.2. PROCEDURES	25
3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES	25
3.2.1. PRESENTATION DE LA SIRN	25
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DE LA SIRN	26
 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....	 27
 4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	 27
4.1.1. DRP	27
4.1.2 ACQUISITIONS PAR ENTENTE DIRECTE NON AUTORISEE EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 76 DU CMP 31	
4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	36
4.2.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER	36
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE	36
4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	36
 5. RECOMMANDATIONS.....	 37
 5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	 37
5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	37
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP	37
5.2.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DE LA SIRN EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES	38
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	38

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIRN	Société des Infrastructures de Réparation Navale
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

1. NOTE DE SYNTHÈSE

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour la SIRN les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées par l'auditeur à l'issue de ses travaux.

1.1. Déroulement de la mission

1.1.1. Cadre de l'intervention

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.1.2. Modalités d'intervention

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
 - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la SIRN se présentent comme suit :

- **Mise en place et fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

Une Commission et une Cellule de passation des marchés ont été mises en place pour la conduite des processus de passation des marchés au sein de la SIRN pour la gestion 2009. Cependant, la Commission ne comprend pas un représentant du Ministère de tutelle conformément aux dispositions de l'article 37 du Code des Marchés Publics. En outre, la

Commission n'a pas fonctionné suivant les dispositions du CMP puisqu'aucun PV d'ouverture des plis ou d'adjudication n'a été établi pour la gestion 2009. Il convient également de signaler que la Cellule des marchés de la SIRN ne comprend qu'une seule personne pour la gestion 2009.

- **Rapports périodiques non élaborés**

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

Le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

- **Plan de passation des marchés (PPM) et Avis général de passation des marchés (AGM) non établis**

La SIRN nous a transmis pour l'année 2009 un Plan de passation des marchés qui n'a pas été communiqué à la DCMF en violation des dispositions de l'article 6 du CMP. L'Avis général de passation des marchés n'a pas été établi en 2009 en violation également des dispositions des articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics.

- **Non existence d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables**

La SIRN ne dispose pas d'un manuel qui décrit les procédures administratives, financières et comptables en vigueur au sein de la société et qui sont en conformité avec les dispositions pertinentes du CMP.

1.3. Constat d'audit

1.3.1 Echantillon

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission. Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité et obtenu de la SIRN ses états financiers pour l'année 2009, la balance générale et le grand livre. Les contrôles sur ces documents comptables ont permis de relever des dépenses effectuées par entente directe non autorisée d'un montant total de Cinquante Quatre Millions Deux Cent Dix Neuf Mille Quatre Vingt Trois francs (54 219 083 F CFA), en violation des articles 75 et 76 du Code des Marchés publics

Sur la base de ces corrections, l'équipe a travaillé sur les trois (03) DRP passées par la SIRN au titre de l'exercice 2009 pour un montant de Quarante millions deux cent vingt cinq mille trois cent trente deux francs (40 225 332 FCFA) et sur les acquisitions corrigées par le cabinet s'élevant à Cinquante Quatre Millions Deux Cent Dix Neuf Mille Quatre Vingt Trois francs (54 219 083 F CFA). Par conséquent, le taux de couverture est de 100%.

L'audit de la dépense physique a porté sur un marché d'acquisition de véhicule pour constater la matérialité.

1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les dossiers qui ont été mis à la disposition de la mission pour la revue ne comportent pas tous les éléments de la procédure pouvant permettre à l'auditeur de donner un avis sur toutes les pièces.

Il s'agit notamment des lettres d'invitations, PV d'attribution, archivage de certaines offres des soumissionnaires, informations des soumissionnaires non retenus, procès-verbal ou bons de réception, bons de commandes, contrats écrits, etc.

Nous présentons ci-après les non conformités relevées :

- **Dépenses effectuées en violation des dispositions du CMP**

Les contrôles ont permis de relever les acquisitions qui n'ont pas été effectuées conformément aux dispositions prévues par le CMP.

Ces dépenses, effectuées par entente directe non autorisée en violation des articles 75 et 76 du CMP, s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en FCFA
Réhabilitation Direction Générale	Univers Entreprise	4 343 100
Réhabilitation logement Pinet Laprade	Facture non reçue par le cabinet	9 389 950
Réhabilitation logement Calmette	Facture non reçue par le cabinet	4 650 000
Achat de matériels et mobiliers de bureau pour la Direction générale	Entreprise Touba Darou Miname	2 565 500
Acquisition de matériels informatiques	EIN INTERNATIONAL	895 000
Achat de matériels de téléphone (autocommutateur)	SONATEL	1 828 392
Entretien et réparation véhicules	SERA	2 973 447
Honoraires Assistance comptable	FICADEX	3 300 000
Honoraires Assistance fiscale	FIDAFRICA	7 500 000
Honoraires Assistance juridique	Ernst and Young	2 360 000
Personnel Extérieur prestations de services de Djibril Diallo	Djibril Diallo	8 313 694
Confection de teeshirts	K.I.S Solutions	1 250 000
Confection de teeshirts	ABSOUK EXCLUSIVE	1 500 000
Confections de teeshirts	Global Marketing alliance	1 650 000
Confection de teeshirts	SEAEQ	1 700 000
TOTAL		54 219 083

- **Non conformités relevées sur les DRP**

Les principales non-conformités relevées sont :

- les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation,
- l'absence de PV d'ouverture des plis,
- l'absence du Rapport d'évaluation des offres,
- L'offre de SERA retenue pour attribution concernant une acquisition de véhicule n'est pas la moins-disante. En l'absence de cahier de charges et de PV d'évaluation des offres, il n'a pas été possible d'apprécier de manière objective la décision d'adjudication,
- l'absence de PV d'attribution,
- les candidats non retenus n'ont pas été informés pour la DRP relative à l'achat de carburant,
- L'absence de pièces administratives pour les candidats retenus.

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les trois (03) DRP présentées par la SIRN :

TABEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LA SIRN CONCERNANT LES DRP

		N° et titre du marché		
		BC N°0326	BC N°00335	DRP CARBURANT
	Montant	453 238 F CFA	18 746 850 F CFA	21 025 244 F CFA
la DRP n'est pas inscrite au PPM (bonne pratique)		✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique		✓		
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement				
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme		✓	✓	
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins 5 candidats		✓		✓
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation		✓	✓	✓
les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).				
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé		✓		
Les dossiers d'offres ne sont pas intégralement archivés				✓
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante			✓	
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande				✓
Absence de PV d'ouverture des plis		✓	✓	✓
Absence du Rapport d'évaluation		✓	✓	✓
Absence de PV d'attribution		✓	✓	✓
les candidats non retenus n'ont pas été informés		✓		✓
la procédure de passation a fait l'objet de recours				
l'exécution a fait l'objet de litiges				
les fournitures, travaux ou prestations intellectuelles (production de rapport) objet de la DRP n'ont pas été effectivement réceptionnés ?				

1.3.3. Constat relatif à l'exécution financière

Les contrôles effectués sur l'exécution financière des marchés révèlent :

- des écarts de prix unitaires significatifs entre les différents fournisseurs pour l'achat des teeshirts que les désignations ne permettent pas de justifier. Le tableau ci-après présente les prix unitaires proposés:

Fournisseur	Désignation	Prix unitaire en F CFA
Absouk exclusive	Confection de 1 500 teeshirts	1 500
Global Marketing Alliance	1 500 tee-shirts top Africa 125 grs avec impression	1 100
KIS Solutions	1 250 tee-shirt blanc écriture bleu	1 000

1.3.4. Constat relatif à l'exécution physique

Le contrôle physique sur le véhicule retenu pour notre audit n'a pas révélé d'anomalies.

1.4. Recommandations

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- Le fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ;
- la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- l'élaboration chaque année d'un Plan de passation des marchés et d'un Avis général de passation des marchés conformément aux dispositions du CMP ;
- l'élaboration d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables ;
- le renforcement des capacités du personnel de la société en matière de passation des marchés.

1.4.1.1. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- Etablir et archiver les lettres d'invitation aux candidats présélectionnés,

- Respecter le nombre minimum de candidats (au moins 5) invités dans le cadre des DRP ;
- Archiver les offres des soumissionnaires,
- Etablir des PV d'ouverture des offres des soumissionnaires,
- Etablir des PV d'attribution,
- Informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP,
- Conclure les DRP par un contrat écrit.

1.5. Conclusion

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, la SIRN ne s'est pas conformée de façon satisfaisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures et passation d'exécution des marchés édictées par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1. Rappel des termes de référence

2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle à posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours

de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

2.1.3. Tâches attendues du consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les autorités compétentes,

- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
 - les seuils des avenants,
 - le respect des délais d'exécution,
 - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des cellules et commissions des marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
 - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
 - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
 - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
 - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et Agences ;
 - la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
 - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions;
- Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.2. Méthodologie de mise en œuvre

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

2.3. Description des travaux d'audit

2.3.1. Audit de la passation des marchés

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 à la SIRN pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. La société a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

- ☒ Liste des marchés pour 2009 ;
- ☒ Etats financiers de la société, balance générale, grand livre et rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice 2009.

Une réunion de démarrage de la mission a ensuite été organisée avec l'Autorité contractante.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau de la SIRN pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les états financiers (balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres, etc.).

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés de la SIRN visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc recueilli directement auprès de la SIRN les dossiers de paiement instruits par le service comptable attaché à la structure.

2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

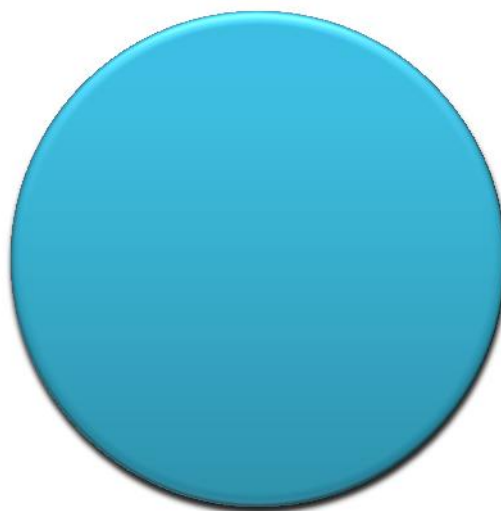
2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par la SIRN qui constitue l'échantillon d'audit initial :

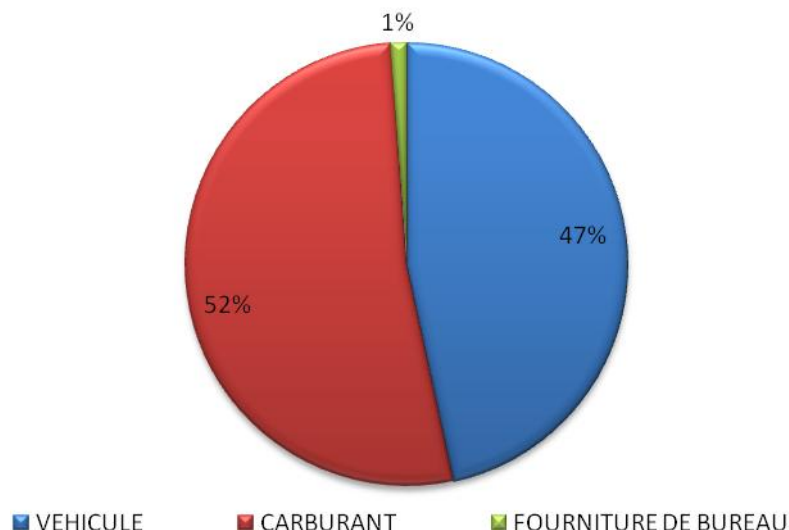
Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	-	-
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	03	40 225 332
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	03	40 225 332

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



- AOO
- AOR
- PI
- ED
- DRP

REPARTITION DE L'ECHANTILLON



2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

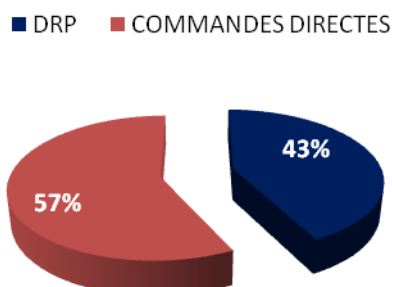
Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur les états financiers de la SIRN concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever des acquisitions par entente directe non autorisée en violation des dispositions des articles 75 et 76 du CMP pour un montant de Cinquante quatre millions deux cent dix neuf mille quatre vingt trois francs (54 219 083) F CFA. Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue de la société.

Le tableau ci-après présente les acquisitions effectuées en violation des dispositions de l'article 76 du CMP :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en F CFA
Réhabilitation Direction Générale	Univers Entreprise	4 343 100
Réhabilitation logement Pinet Laprade	Facture non fournie (payé par Dakarnave)	9 389 950
Réhabilitation logement Calmette	Facture non fournie (payé par Dakarnave)	4 650 000
Achat de matériels et mobiliers de bureau pour la Direction générale	Entreprise Touba Darou Miname	2 565 500
Acquisition de matériels informatiques	EIN INTERNATIONAL	895 000
Achat de matériels de téléphone (autocommutateur)	SONATEL	1 828 392
Entretien et réparation véhicules	SERA	2 973 447
Honoraires Assistance comptable	FICADEX	3 300 000
Honoraires Assistance fiscale	FIDAFRICA	7 500 000
Honoraires Assistance juridique	Ernst and Young	2 360 000
Personnel Extérieur prestations de services de Djibril Diallo	Djibril Diallo	8 313 694
Confection de teeshirts	K.I.S Solutions	1 250 000
Confection de teeshirts	ABSOUK EXCLUSIVE	1 500 000
Confections de teeshirts	Global Marketing alliance	1 650 000
Confection de teeshirts	SEAEQ	1 700 000
TOTAL		54 219 083

2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour la SIRN, notre échantillon porte sur les trois (03) DRP corrigés par les acquisitions de Cinquante quatre millions deux cent dix neuf mille quatre vingt trois francs (54 219 083 F CFA) non répertoriées sur la liste de la société.

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON APRES CORRECTION


Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)						
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	03	40 225 332	03	40 225 332	100%	100%
Entente directe (ED)						
Commandes directes en violation des articles 75 et 76 du CMP				54 219 083	100%	100%
TOTAL	03	40 225 332	03	94 444 415	100%	100%

2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit technique porte sur la vérification physique du véhicule dont les preuves matérielles existent encore.

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1. Rappel

3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;

- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

Rappel des seuils applicables à la SIRN en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés

3.2.1. Présentation de la SIRN

La Société des Infrastructures de Réparation Navale "SIRN" est une Société Anonyme à participation publique majoritaire avec conseil d'administration, dont les statuts ont été modifiés selon décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 23 mars 1999, notamment aux fins d'être conformes, d'une part, aux dispositions de l'Acte Uniforme relatif au Droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique et,

d'autre part, à la réglementation régissant les sociétés anonymes à participation publique majoritaire, en particulier la loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des Entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique.

Les organes de la Société sont :

- l'Assemblée Générale,
- le Conseil d'Administration,
- la Direction Générale.

Le capital social de la société lors de la constitution, était de F CFA 2 000 000. Il est actuellement de F CFA 4 356 890 000 (divisé en 435 689 actions de 10 000 F CFA chacune) suite à différents apports de l'Etat.

La SIRN a pour missions de :

- Procéder à la réhabilitation des infrastructures de réparation navale à louer à une société d'exploitation concernant le bassin du radoub (les quais et bâtiments, le synchrolift, le slipway, les grues et autres élévateurs, le dock flottant et les autres installations existantes) ;
- Gérer les infrastructures apportées ou cédées par l'Etat du Sénégal ou confiées en gestion par celui-ci.

Les ressources de la SIRN provenant de ses activités s'élèvent à Sept Cent Quatre Neuf Millions Cent Vingt Cinq Mille Cinq Cent Un (789 125 501) F CFA pour l'année 2009.

Le Directeur général actuel de la société (Monsieur Samba NDIAYE) est en fonction depuis le 31 juillet 2009.

3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés de la SIRN

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité de la SIRN à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa conformité avec les instructions de la DCMP en la matière. Sur ce point, nous notons qu'un PPM comprenant l'acquisition d'un véhicule a été établi par la SIRN pour la gestion de 2009. Cependant, ce PPM n'a pas été transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

Par ailleurs, nous avons vérifié le respect par la SIRN des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté 11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du NCMP relatif à la

publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Nous avons constaté que la SIRN n'a pas fait de publication d'AGPM pour l'année 2009.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas respectées.

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

Enfin, le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1. Audit de la passation des marchés

4.1.1. DRP

Ces constats portent sur les trois (03) DRP passés par la SIRN pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les trois (03) conclusions du Cabinet sur chaque DRP :

DRP BON DE COMMANDE N° 0000335	
Objet	ACQUISITION DE VEHICULES RENAULT LAGUNA III
Date d'invitation	06 mars 2009
Date de dépôt des offres	07 avril 2009
Attributaire	SERA
Date du bon de commande	22 mai 2009
Date du contrat de vente	28 mai 2009
Montant du marché	18 746 850 F CFA TTC
Date de réception	05 juin 2009

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Quatre offres concernant les fournisseurs suivants ont été mises à notre disposition : <table border="0" style="margin-left: 40px;"> <tr> <td>1. Sénégalaise de l'Automobile</td><td>19 500 000 F CFA TTTC</td></tr> <tr> <td>2. ESPACE AUTO</td><td>17 500 000 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>3. CFAO</td><td>16 943 580 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>4. SERA</td><td>17 980 000 F CFA TTC</td></tr> </table> L'offre de SERA retenue pour attribution n'est pas la moins-disante. En l'absence de cahier de charges et de PV d'évaluation des offres, nous ne pouvons apprécier de manière objective la décision d'attribution. - Le PV d'ouverture des offres n'a pas été établi par la société en violation de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. 	1. Sénégalaise de l'Automobile	19 500 000 F CFA TTTC	2. ESPACE AUTO	17 500 000 F CFA TTC	3. CFAO	16 943 580 F CFA TTC	4. SERA	17 980 000 F CFA TTC
1. Sénégalaise de l'Automobile	19 500 000 F CFA TTTC								
2. ESPACE AUTO	17 500 000 F CFA TTC								
3. CFAO	16 943 580 F CFA TTC								
4. SERA	17 980 000 F CFA TTC								
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions de l'article 77 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. 								
Commentaires de l'AC	L'offre de SERA n'était pas la moins disante mais présentait des conditions de paiement plus avantageuses qui consistaient à verser un acompte de 6 000 000 FCFA et le solde en quatre traites bimensuelles.								
Appréciation du Cabinet	La recommandation reste valable								

DRP	
Objet	Achat de carburant
Date d'invitation	19 janvier 2009
Date de dépôt des offres	19 février 2009
Attributaire	SHELL
Date du contrat	Pas de contrat
Montant du marché	21.025.244 F CFA TTC
Date de réception	Non disponible
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Des lettres d'invitation ont été adressées à 4 entreprises : Oillibya, Elton, Shell Sénégal et TOTAL ; - Seules les offres de Shell et de Elton ont été mises à notre disposition. Un tableau d'analyse des offres établi par la société a permis de relever les propositions des trois fournisseurs suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. SHELL SENEGAL, Maillage pratiquement national, Ticket de 10 litres, Remise accordée 4 F CFA sur le litre, 2. TOTAL SENEGAL, maillage national, carte porte monnaie, Remise accordée 3 F CFA sur le litre 3. ELTON, 20 points de vente, dont 7 à Dakar, Tickets de 10 litres et cartes OASIS, Remise accordée 5 F CFA sur le litre. - le PV d'ouverture des offres n'a pas été établi par la société en violation de l'article 77 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. - L'offre de Shell a été retenue car selon la SIRN, elle répondait le mieux aux critères mentionnés sur la lettre d'invitation. Nous n'avons pas pu disposer de PV d'évaluation des offres. Les contrôles alternatifs ont permis de constater que la lettre d'invitation spécifiait les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le maillage national ✓ Les tickets de carburant ✓ Et la condition commerciale. - L'absence de contrat entre Shell Sénégal et la SIRN viole les dispositions de l'article 10 et 13 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics qui stipule que les marchés sont conclus sous forme écrite et doivent contenir certaines mentions. - En raison de la taille relativement réduite de la société et de son parc automobile (3 véhicules), nous estimons que le montant des achats de carburant de 19 576 642 F CFA HT ne répond pas à un souci d'économie et d'efficience.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions des articles 10, 13 et 77 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009
Commentaires de l'AC	Le choix du mieux disant SHELL était motivé par le maillage national. ELTON le moins disant n'était pas représenté sur l'ensemble du territoire national.
Appréciations du cabinet	La recommandation reste valable

DRP Bon de commande N°00326 du 05/05/09	
Objet	Fournitures de bureau
Date d'invitation	Non disponible
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	CISSE ET FRERES
Date du bon de commande	05 mai 2009
Date de la facture	06 mai 2009
Montant du marché	453 238 F CFA TTC
Date de réception	Non disponible
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les demandes de cotation adressées aux fournisseurs n'ont pas été mises à notre disposition. - L'absence de procès verbal d'attribution du marché au candidat ayant soumis la proposition la moins disante viole les dispositions de l'article 77 du Décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. - Les factures proforma des fournisseurs nous renseignent sur les

	<p>prix proposés qui sont les suivants :</p> <table> <tr> <td>1. CISSE et FRERES</td><td>453.238 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>2. GIE BINTA MULTISERVICES</td><td>671.597 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>3. Imprimerie SALAM</td><td>2.337.167 F CFA TTC</td></tr> </table>	1. CISSE et FRERES	453.238 F CFA TTC	2. GIE BINTA MULTISERVICES	671.597 F CFA TTC	3. Imprimerie SALAM	2.337.167 F CFA TTC
1. CISSE et FRERES	453.238 F CFA TTC						
2. GIE BINTA MULTISERVICES	671.597 F CFA TTC						
3. Imprimerie SALAM	2.337.167 F CFA TTC						
Recommandations	- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et à la circulaire N°0004/PM/ CAB/CP du 31 mars 2009						
Commentaires de L'AC	L'AC précise que la modicité du montant et l'absence d'effectif l'a conduit à établir un bon de commande fournisseur.						
Appréciation du cabinet	La recommandation reste valable						

4.1.2 Acquisitions par entente directe non autorisée en violation des dispositions de l'article 76 du CMP

Les travaux sur l'exhaustivité des marchés ont permis de relever des acquisitions par entente directe non conformes aux dispositions de l'article 76 du CMP. Ces dépenses s'analysent comme suit :

Description	Fournisseur ou bénéficiaire	Montant en F CFA	Observations	Commentaires de l'AC	Appréciation du Cabinet
Réhabilitation Direction Générale	Univers Entreprise	4 343 100	Les documents qui nous ont été transmis comportent un tableau d'analyse des offres de 4 entreprises daté du 14 août 2009. Les 4 devis de ces entreprises sont également datés du 14 août 2009. En outre, 3 entreprises sur 4 n'ont	Travaux effectués dans le cadre de l'installation du nouveau DG. Consultation effectuée par téléphone.	Observations restent valables.

			pas d'adresse précise et de téléphone fixe.		
Réhabilitation logement Pinet Laprade	Facture non fournie	9 389 950	Le logement a été loué à Dakarnave. La réhabilitation a été payée par celle-ci et facturée à la SIRN. Le dossier ne comporte pas une consultation effectuée par Dakarnave pour les travaux de réhabilitation.	Dans le cadre du contrat de mise à disposition des logements entre la SIRN et DAKARNAVE, Dakarnave a effectué les travaux et a répercuté à la SIRN le montant. Les factures et devis sont disponibles à leur niveau.	Observations restent valables.
Réhabilitation logement Calmette	Facture non fournie (payé par Dakarnave)	4 650 000	Le logement a été loué à Dakarnave. La réhabilitation a été payée par celle-ci et facturée à la SIRN. Le dossier ne comporte pas une consultation effectuée par Dakarnave pour les travaux de réhabilitation.	Dans le cadre du contrat de mise à disposition des logements entre la SIRN et DAKARNAVE, Dakarnave a effectué les travaux et a répercuté à la SIRN le montant. Les factures et devis sont disponibles à leur niveau.	Observations restent valables.
Achat de matériels et mobiliers de bureau pour la Direction générale	Entreprise Touba Darou Miname	2 565 500		Achats effectués dans le cadre de l'installation du nouveau DG. Consultation effectuée par téléphone. Choix porté sur la base des conditions de paiement et des délais de livraison	L'AC doit se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.
Acquisition de matériels	EIN INTERNATIO	895 000		Achats effectués dans le cadre de l'installation du	L'AC doit se conformer

informatiques	NAL			nouveau DG. Consultation effectuée par téléphone. Choix porté sur la base des conditions de paiement et des délais de livraison	à la circulaire n°0004/PM /CAB/CP du 31 mars 2009.
Achat de matériels de téléphone (autocommutateur)	SONATEL	1 828 392		Consultation par téléphone. SONATEL est le seul fournisseur ayant l'expertise et les informations pour séparer le réseau de Dakarnave à celui de la SIRN	Se conformer à l'article 76 du CMP.
Entretien et réparation véhicules	SERA	2 973 447		Ce montant concerne un lot de prestataires (SERA, ESPACE AUTO et autres garagistes privés. La Laguna 3 et la Hover sont sous garantie et leurs réparations sont réalisées chez les concessionnaires.	L'AC doit se conformer à la circulaire n°0004/PM /CAB/CP du 31 mars 2009 pour le véhicule entretenu chez les autres garagistes privés.
Honoraires Assistance comptable	FICADEX	3 300 000		L'AFD a recommandé à la SIRN de s'attacher les services de certains cabinets et cela dans le souci de garantir le prêt sur 25 ans	Se conformer à l'article 76 du CMP.

				d'un montant de 7 120 000 000 FCFA octroyé depuis le début de la concession en 2000 à la SIRN	
Honoraires Assistance fiscale	FIDAFRICA	7 500 000		L'AFD a recommandé à la SIRN de s'attacher les services de certains cabinets et cela dans le souci de garantir le prêt sur 25 ans d'un montant de 7 120 000 000 FCFA octroyé depuis le début de la concession en 2000 à la SIRN	Se conformer à l'article 76 du CMP.
Honoraires Assistance juridique	Ernst and Young	2 360 000		L'AFD a recommandé à la SIRN de s'attacher les services de certains cabinets et cela dans le souci de garantir le prêt sur 25 ans d'un montant de 7 120 000 000 FCFA octroyé depuis le début de la concession en 2000 à la SIRN	Se conformer à l'article 76 du CMP.
Personnel Extérieur prestations de services de Djibril Diallo	Djibril Diallo	8 313 694	Contrat résilié en juin 2010	Ancien cadre de Dakar Marine, Monsieur DIALLO a participé à toutes les phases de la réforme. A	Se conformer aux articles du Code des Marchés

				sa retraite, la direction générale de la SIRN a jugé nécessaire de le maintenir par un contrat individuel pour accompagner la SIRN dans sa consolidation.	Publics relatif à la sélection des consultants
Confection de teeshirts	K.I.S Solutions	1 250 000		Commande inférieure à 5 000 000 F CFA. Qualité des tee shirts différente en fonction des fournisseurs.	L'AC doit se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009
Confection de teeshirts	ABSOUK EXCLUSIVE	1 500 000		Commande inférieure à 5 000 000 F CFA. Qualité tee shirts différente en fonction des fournisseurs.	L'AC doit se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009
Confections de teeshirts	Global Marketing alliance	1 650 000		Commande inférieure à 5 000 000 F CFA. Qualité tee shirts différente en fonction des fournisseurs.	L'AC doit se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009
Confection de teeshirts	SEAEQ	1 700 000		Commande inférieure à 5 000 000 F CFA. Qualité tee shirts différente en fonction des	L'AC doit se conformer à la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du

				fournisseurs.	31 mars 2009
TOTAL		54 219 083			

4.2. Audit de l'exécution financière

4.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de la SIRN pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées ;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la justification de la dépense ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière

Les contrôles effectués sur l'exécution financière des marchés révèlent :

- des écarts de prix unitaires significatifs entre les différents fournisseurs pour l'achat des teeshirts. Le tableau ci-après présente les prix unitaires proposés :

Fournisseur	Désignation	Prix unitaire en F CFA
Absouk exclusive	Confection de 1 500 teeshirts	1 500
Global Marketing Alliance	1 500 tee-shirts top Africa 125 grs avec impression	1 100
KIS Solutions	1 250 tee-shirts blanc écriture bleu	1 000

4.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Nous avons vérifié la réalité physique du véhicule acquis sur l'exercice 2009 de type Laguna III et n'avons pas d'observations à formuler.

5. RECOMMANDATIONS

5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **MISE EN PLACE DE LA COMMISSION DES MARCHES ET LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La SIRN devra se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics relatives à la mise en place de la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés en vue d'assurer une bonne conduite des procédures de passation des marchés.

- **ELABORATION DES RAPPORTS TRIMESTRIELS ET ANNUELS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

L'élaboration par la commission des marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

- **Plan de passation des marchés et Avis général de passation des marchés**

La SIRN doit se conformer aux dispositions du CMP en élaborant un PPM transmis à la DCMP et un AGPM chaque année.

- **Manuel des procédures administratives, financières et comptables**

La SIRN doit disposer d'un manuel qui décrit les procédures administratives, financières et comptables en vigueur au sein de la société et qui sont en conformité avec les dispositions pertinentes du CMP.

5.2. Recommandations relatives aux marchés

5.2. 1. Recommandations relatives aux DRP

- Le processus de la gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant : la transmission simultanée de la lettre d'invitation à cinq (05) candidats au moins, le respect des délais de remise des offres et de l'exécution des prestations, l'établissement des PV d'ouverture des plis, l'élaboration de rapports d'évaluation des offres, l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.

5.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents de la SIRN en matière de passation des marchés

Nous recommandons à la SIRN de prévoir un programme de renforcement des capacités de ses membres et de ceux de la Commission des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

5.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

La SIRN devrait améliorer son système de classement concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP.